



Les Canadiens et leurs libertés politiques sous les deux régimes.—Ce qu'en dit M. Benjamin Sulte, l'historien canadien.—A-t-on jamais trouvé des antiquités latines, dans la vallée du Saint-Maurice ?

Dans une causerie qu'il faisait récemment à la salle Saint-Sulpice, M. Benjamin Sulte, l'historien canadien bien connu, a dit des choses nouvelles au sujet de nos libertés politiques sous les deux régimes, et nous nous en voudrions de ne pas les résumer dans ces quelques pages.

Le conférencier fait remarquer au début de sa causerie que tout a été mal conduit à l'origine des colonies : Portugais, Espagnols, Français, Hollandais, Anglais et autres sont dans le même cas. Seulement, une distinction s'impose : une seule idée existait chez les cinq peuples en question : exploiter pour leur compte les pays nouveaux, mais selon les formes et pratiques particulières à chacun d'eux. Le causeur s'arrête aux Anglais et aux Français, car les autres sont indifférents pour ce qui nous regarde.

Les sujets anglais apportèrent en Amérique l'habitude ancienne de discuter les affaires publiques, continue M. Sulte, et de se gouverner municipalement. Ils faisaient des assemblées, imprimaient des gazettes et signaient des pétitions que les autorités de Londres considéraient. De plus,

ils avaient des chambres législatives. Rien de tout cela n'existait en France ni au Canada. Le pouvoir résidait sans exception dans la personne du roi qui donnait des ordres, et nous n'avions qu'à obéir.

Après avoir mis en évidence les bons et les mauvais côtés des deux régimes, M. Sulte explique que les colonies anglaises n'étaient pas satisfaites et elles se plaignaient hautement, tandis que les Canadiens ne disaient mot, mais n'en pensaient pas moins.

La situation des deux peuples au moment où le Canada passa sous le drapeau britannique est donc claire. Les Canadiens se figuraient avoir tout à redouter ; la seule ressource, croyaient-ils, consistait à se défier de tout. Fort heureusement, la crise n'a duré qu'une heure, car tout avait été prévu par Pitt : on gagnerait de suite les Canadiens en proclamant sans retard la suppression de la monnaie de carte, en prescrivant l'usage unique de l'or et de l'argent dans les achats en rendant tout commerce libre, en achetant le surplus des récoltes, en invitant chacun à faire connaître ses